



Syndicat des chemins de Fer de la Provence

4 rue Alfred Binet 06000 Nice
Tel : 04-93-87-68-30 / Fax 04-93-16-97-64
Mail : cgtcp06@yahoo.fr

Communiqué de presse

Dans le journal télévisé de FR3 Côte d'Azur du mardi 6 mai courant, le Maire de Nice et Président de la CANCA a détaillé ses intentions quant à l'extension du tramway de Nice. Ainsi, l'échéancier annoncé pour la ligne 2 est : 2008-2009 enquête publique pour une mise en service en 2012-2013, conjointement, les travaux de la gare multimodale de St Augustin seront lancés puis, le Président de la CANCA annonce : « plus vite encore sera lancée la ligne 3 consistant en la liaison Gare du Sud – Plan du Var, en lieu et place du Train des Pignes ». Pour ce faire, Monsieur ESTROSI va demander à la Région PACA de lui rétrocéder la partie basse de la ligne des Chemins de Fer de Provence, rien que ça !!

Le Syndicat CGT des Cheminots de Provence s'autorise à constater que le précédent concessionnaire des CP, le SYMA, composé des collectivités suivantes :

- Mairie de Digne les Bains.
- Conseil Général des Alpes de Haute Provence.
- Région PACA.
- Mairie de Nice.
- Conseil Général des Alpes Maritimes

n'a jamais fait face à ses obligations et a laissé vivoter la ligne, sans les indispensables investissements jusqu'à ce que, la Ville de Nice fasse voter une délibération demandant la fermeture de la ligne au nom de la sécurité. !! Cette même délibération devait être votée par le Conseil Général des A-M et a été retirée au dernier moment, sous la pression de certains élus. Ces mêmes « décideurs », hostiles au chemin de fer, ont continué leur œuvre de destruction et les divers Présidents du SYMA, tous issus du Conseil Général des A-M, ont pris soin de ne pas moderniser ce qui pouvait l'être pour mieux le détruire plus tard. Ainsi, dès l'installation du nouveau Président du SYMA, Monsieur Gérard PIEL, un déficit de plus de 8 millions d'euros était constaté. Le Président en exercice a alors tout fait pour combler ce trou et tenté de relancer le processus de modernisation. Un premier plan de modernisation a été obtenu « aux forceps » et une partie des travaux, indispensables à la survie de la ligne, a été entreprise.

Depuis, un contrat de projet de 55 millions d'euros a été élaboré entre les divers partenaires mais ce programme n'a pas encore débuté.

Nous avons insisté pour que cette nouvelle intervention des deniers publics prévoit l'électrification de la partie basse de la ligne Nice / Plan du Var. Il serait en effet utopique de croire et de faire croître un service cadencé entre ces deux cités sans passer par la traction électrique, moyen écologique s'il en est et permettant d'acquérir du matériel de traction à des coûts et dans des délais bien inférieurs à celui du matériel thermique, très rare et donc très onéreux.

Aujourd'hui, face à la lenteur et à la timidité de la région PACA, et sentant bien qu'un « coup politique » était jouable, le Président de la CANCA, qui ne voulait plus des CP et avait accepté bien volontiers de céder ses propres responsabilités à la Région, vient jeter une pierre dans la mare, et quelle pierre !! En restant fidèle à son allergie des CP, ce dernier se propose d'installer le tramway en lieu et place des CP !!

Il va sans dire que notre Syndicat est favorable à la modernisation et à l'électrification du bas de la ligne, mais nous nous opposerons fermement à l'annexion des 25 premiers kilomètres de notre ligne, qui conduirait à la mise en cause de la poursuite de l'exploitation sur les 126 kilomètres restants.

Outre la poursuite de la desserte du moyen et du haut pays une des questions qui se pose est celle du devenir des emplois liés à l'activité actuelle.

Nous déplorons le fait que le Président de la CANCA n'ait pas cru bon de répondre à la demande d'audience que nous lui avons adressée, par pli recommandé avec accusé de réception. Nous en concluons que le débat ne l'intéresse pas et allons, malgré tout, renouveler notre demande car c'est du débat que jaillit la lumière et nous ne renonçons pas à infléchir la position actuelle du Président de la CANCA qui condamne de manière définitive les Chemins de Fer de la Provence, son personnel et toute l'activité induite dans le haut et moyen pays.

Nous sommes persuadés que notre réseau est à même d'assurer la mission de service public qu'il assure depuis plus d'un siècle pour peu que, faisant abstraction des appartenances et des clivages politiques, chacun apporte sa pierre à l'édifice. Visiblement, nous avons du pain sur la planche mais les cheminots ne renoncent jamais.....